

Le nouveau paysage de la presse quotidienne française (2/2)

Description

PQR : la poursuite de la concentration s'accompagne d'un désengagement de la presse gratuite d'annonces

Le Crédit Mutuel a pu prendre le contrôle de l'Est Républicain après que le Groupe Hersant Média eut décidé de lui vendre sa participation. Ce dernier a mis également la Comareg en état de bilan pour la restructurer. Enfin, le groupe Sud Ouest a mis fin à ses activités dans la presse gratuite d'annonces et Spir, contrôlé par Ouest France, a cédé leboncoin.fr pour se désendetter. Le groupe Centre France-La Montagne poursuit de son côté la consolidation du marché en s'emparant progressivement de tous les titres encore isolés dans le centre de la France.

Le Crédit Mutuel s'empare de l'Est Républicain et dispose désormais d'un pôle de presse quotidienne régionale unifié sur tout l'est de la France

Après avoir pris le contrôle de l'EBRA en 2009, qu'il partageait jusqu'alors avec l'Est Républicain, le Crédit Mutuel est finalement parvenu à s'emparer de la totalité du capital de l'Est Républicain, la pièce qui lui manquait pour constituer un grand pôle de presse quotidienne régionale unifié sur tout l'est de la France. Le Crédit Mutuel devait jusqu'ici partager le contrôle du groupe avec la famille Lignac (43 % du capital) et le Groupe Hersant Média (27 % du capital). Mais les difficultés du Groupe Hersant Média ont conduit celui-ci à accepter de vendre sa participation dans l'Est Républicain et d'abandonner ainsi sa minorité de blocage en vertu du pacte d'actionnaires conclu en 1997. Pour un montant estimé entre 22 et 30 millions d'euros, le Groupe Hersant Média a accepté, lors du conseil d'administration de l'Est Républicain du 22 octobre 2010, de céder ses parts au Crédit Mutuel qui *de facto*, est devenu le premier actionnaire de l'Est Républicain avec 48 % des parts du groupe de presse. Après avoir levé la minorité de blocage détenue par le Groupe Hersant Média, la voie était donc libre pour la cession au Crédit Mutuel de la participation de la famille Lignac dans l'Est Républicain, qui a été votée à l'unanimité lors du conseil d'administration de l'Est Républicain le 25 novembre 2010.

Avec la prise de contrôle du groupe Est Républicain, qui édite le quotidien du même nom, mais également *Dernières Nouvelles d'Alsace*, *La Liberté de l'Est*, *Vosges Matin* et *Le Journal de la Haute-Marne*, le Crédit Mutuel contrôle désormais un ensemble de quotidiens régionaux, piloté par Michel Lucas, qui réalise un chiffre d'affaires estimé entre 750 et 800 millions d'euros et diffuse 1 222 000 exemplaires par jour, devenant ainsi le premier groupe de PQR en France devant Ouest-France (966

000 exemplaires). Mais l'ensemble des journaux détenus par le Crédit Mutuel est encore éclaté : outre le groupe Est Républicain, le Crédit Mutuel contrôle, le EBRA (*Le Progrès*, *Le Dauphiné Libéré*, *Le Bien Public*, *Le Journal de Saône-et-Loire*), ainsi que 80 % du capital de *L'Alsace* et la totalité du *Est Républicain Lorrain*. Or des synergies sur le plan géographique mais également éditorial sont désormais manifestes entre *L'Alsace* et *Dernières Nouvelles d'Alsace* d'une part, entre *L'Est Républicain* et *Le Républicain Lorrain* d'autre part, synergies qui pourraient conduire à une meilleure intégration entre les différentes entités détenues par le Crédit-Mutuel. Sur le seul pôle, le EBRA, les synergies mises en place depuis la construction du nouvel ensemble portent déjà leurs fruits : selon l'AFP, le pôle de presse régionale du Crédit Mutuel a dégagé un bénéfice de 7,7 millions d'euros en 2010 pour un chiffre d'affaires de 670 millions d'euros, en hausse de 11 % sur un an. Ces performances seraient dues notamment à l'achat en gros de papier, à une négociation dans de meilleures conditions avec les régies, enfin à la mutualisation de l'outil informatique et à une meilleure gestion de la masse salariale. Des journaux comme *Le Progrès* auraient ainsi divisé par trois leurs pertes annuelles, les performances de l'ensemble restant tirées par *Le Dauphiné Libéré* qui a dégagé un résultat net de 9,3 millions d'euros en 2010.

Analysé par une dette importante, le Groupe Hersant Média place la Comareg en faillite

Les difficultés qui ont conduit le Groupe Hersant Média (GHM) à abandonner au Crédit Mutuel sa participation dans *L'Est Républicain* sont moins liées, sans nul doute, à la situation des titres de presse quotidienne régionale du groupe qu'aux difficultés de GHM à faire face à sa dette, alors même que s'effondrent ses revenus dans la presse gratuite d'annonces. Le Groupe Hersant Média supporte en effet une dette évaluée à 200 millions d'euros, à laquelle s'ajoutent 80 millions d'euros de dette obligataire, contractée auprès des héritiers du groupe. Cette dette est héritée de acquisitions successives de GHM, notamment le rachat en 2003 du leader français de la presse gratuite d'annonces, la Comareg, et celui, en 2007, de *La Provence* et de *Nice-Matin* (voir le n°5 de *La revue européenne des médias*, hiver 2007-2008). GHM comptait faire face à ses échéances bancaires grâce aux performances de la Comareg qui générerait encore, en 2007, 380 millions d'euros de chiffre d'affaires. Or, la crise du marché publicitaire et la concurrence d'Internet sur le marché des petites annonces ont fait fondre de 35 % le chiffre d'affaires de la Comareg en 2009, à 259,4 millions d'euros, pour une perte de 30,8 millions d'euros. Le chiffre d'affaires s'est encore replié en 2010 à 239 millions d'euros et une perte de 30 millions d'euros. De contributrice aux bénéfices du groupe, la Comareg est ainsi venue alourdir la dette de GHM.

Afin de se désendetter, GHM a d'abord opté pour la mise en vente du siège de *Nice Matin* et de certaines de ses agences régionales, un ensemble immobilier au cœur de Nice où le coût de l'immobilier aurait suffi pour recouler rapidement entre 25 et 40 millions d'euros. Cette solution est heureuse à la fronde des salariés du groupe *Nice Matin* qui disposent par ailleurs d'une participation de 25 % dans *Nice Matin* par l'intermédiaire de la SAPO (Société anonyme à participation ouvrière). Pour les salariés, la vente du siège de *Nice Matin* les aurait libérés et aurait servi d'abord à éponger les dettes de GHM, alors que le quotidien est dans une situation d'équilibre et

qu'il doit au contraire bénéficier d'investissements, notamment changer ses rotatives en 2011 pour 14 millions d'euros. En avril 2010, après un mois de conflit, GHM a finalement renoncé à vendre le siège de *Nice Matin*, comme celui de *La Provence*, et s'est résolu à trouver d'autres solutions. Après avoir vendu à La Poste, en mai 2010, la participation de 16 % dans Mediapost détenue par la Comareg, GHM a fini par céder sa participation dans le groupe Est Républicain au Crédit Mutuel.

Si la vente de ses 27 % dans le capital de l'Est Républicain a permis à GHM de faire face à ses échéances financières, il n'en reste pas moins que le groupe est menacé, à moyen terme, par les contre-performances de la presse gratuite d'annonces. Certes, la Comareg a subi une restructuration d'ampleur : deux plans de départ successifs ont permis 250 suppressions de postes et l'édition parisienne de *Paru Vendu* a été fermée en 2010. Mais le premier groupe de presse gratuite d'annonces en France a besoin de plus de temps pour se restructurer, ce qui a conduit GHM, le 26 novembre 2010, à déposer auprès du tribunal de commerce de Lyon une demande d'ouverture de procédure de redressement judiciaire pour la Comareg et une demande de procédure de sauvegarde pour sa filiale HebdoPrint. Ces procédures doivent permettre «de présenter un plan de continuation de l'activité pour Comareg et un plan de sauvegarde pour HebdoPrint leur permettant de relancer leur activité de façon pérenne». Il s'agira notamment d'optimiser la couverture du titre leader du groupe, *Paru Vendu* et ses 260 éditions locales, ainsi que de son impression qui est gérée par HebdoPrint. GHM n'entend donc pas abandonner le marché de la presse gratuite d'annonces mais aura assurément besoin de profiter du recollage du marché publicitaire et devra également se diversifier sur Internet où migre une bonne partie des annonces publicitaires. La Comareg estime que ses revenus sur Internet atteindront ainsi 45 millions d'euros en 2012, contre 20 millions en 2010.

Sud Ouest abandonne ses activités dans la presse gratuite d'annonces

GHM n'est pas le seul groupe de presse quotidienne régionale à être étreint par la chute du marché de la presse gratuite d'annonces, marché local sur lequel ont misé de nombreux groupes de PQR. Ainsi, le groupe Sud Ouest a connu les mêmes déboires que GHM : après s'être endetté en 2007 en rachetant successivement Les Journaux du Midi pour 90 millions d'euros (voir le n°5 de *La revue européenne des médias* 2007-2008) et le groupe de presse gratuite d'annonces S3G pour 50 millions d'euros, Sud Ouest a dû, à son tour faire face à la chute des recettes publicitaires. Alors que S3G avait réalisé un chiffre d'affaires de 130 millions d'euros en 2008, celui-ci a fondu de 35 % en 2009 à 60 millions d'euros, avec une perte d'exploitation de 25 millions d'euros, ce qui a fait virer les comptes du groupe dans le rouge avec une perte de 20 millions d'euros. Faute de trouver un actionnaire minoritaire prêt à entrer au capital du groupe, à côté de la famille Lemoine (80 % du capital) et des salariés (20 %), Sud Ouest a finalement préféré mettre fin aux activités de S3G après une restructuration soignée qui s'est avérée insuffisante. Fin 2007, S3G employait 1 250 personnes autour de deux grands types de supports d'annonces, les annonces immobilières avec ReflexImmo d'une part et les 22 gratuits géographiques d'autre part. Le groupe s'est séparé depuis 2008 de 450 employés. Il a fermé quatre filiales en 2009, s'est séparé des gratuits géographiques pendant l'été 2010 en vendant pour 1 euro symbolique S3G Com à son dirigeant,

Alain Igorra, enfin lâ€™imprimerie SG Print a eût•e ce•de•e à• lâ€™imprimeur Riccobono en octobre 2010. Le 27 octobre, S3G SA eût•ait mise en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce de Bordeaux. Parmi les actifs en liquidation, le site web ReflexImmo a eût•e rachet•e par Drimki, eût•galement positionn•e sur le march•e immobilier en ligne.

Après sâ€™être sépar•e de S3G, le groupe Sud-Ouest a la confiance des banques avec lesquelles il sâ€™est mis dâ€™accord pour un remboursement sur quatre ans de la dette de 38 millions dâ€™euros hel•ritel•e du rachat des Journaux du Midi. Enfin, la direction du groupe Sud Ouest a trouv•e une alternative à• lâ€™arrive•e dâ€™un nouvel actionnaire : elle sâ€™est accord•e avec les banques pour transformer une dette de 32,5 millions dâ€™euros en obligations remboursables en actions (ORA) sous huit ans, plan qui porte sur 12 % de la holding GSO (Groupe Sud Ouest) et 12 % du capital du quotidien *Sud Ouest*.

Ouest France câ€™de Spir pour se dâ€™endetter

Comme GHM et Sud Ouest, Ouest France est peñ•nalis•e depuis 2009 par les contre-performances de sa filiale Spir, deñ•tenue à• 70 % et speñ•cialis•e dans les petites annonces immobilières (LogicImmo), automobiles (La Centrale) et disposant eût•galement du reñ•seau geñ•neñ•raliste TopAnnonces. Spir, pourtant, a de solides atouts. Le groupe a eût•e restructur•e deñ•s 2008 pour limiter sa deñ•pendance au papier et a une politique active sur Internet. Ainsi, un plan social de 90 personnes a eût•e mis en place pour TopAnnonces fin 2008, 12 eñ•ditions arreñ•tel•es sur 184 eñ•ditions, dont 7 ont eût•e arreñ•tel•es à• la suite dâ€™une fusion, 21 boutiques fermeñ•es. En ce qui concerne La Centrale, lâ€™eñ•dition papier a eût•e arreñ•tel•e au profit du seul site internet. LogicImmo a fermeñ• ses filiales en Hongrie et en Pologne. Enfin, les imprimeries ont eût•e restructur•es. Fin 2009, le groupe avait reñ•duit de 30 % ses effectifs salari•s. Parall•lement aux activit•s « meñ•dias » dâ€™annonces, Spir dispose aussi dâ€™activit•s lucratives dans la distribution dâ€™imprim•s publicitaires ainsi quâ€™un poñ•le Internet, notamment une participation de 50 %, à• parit•e avec le norv•gien Schibsted, dans le site de petites annonces gratuites leboncoin.fr. Mais les pertes sur lâ€™activit• meñ•dias sont telles quâ€™elles fragilisent lâ€™ensemble : en 2009, le chiffre dâ€™affaires de Spir sâ€™est eñ•lev•e à• 577,1 millions dâ€™euros, en recul de 11,2 %, pour une perte de 92,9 millions dâ€™euros. Celle-ci est lieñ•e au poñ•le presse dont le chiffre dâ€™affaires a reculeñ• de 33 % en 2009 à• 194 millions dâ€™euros. A lâ€™inverse, les activit•s de distribution sont rentables ainsi que les activit•s Internet. Pour se deñ•endetter, Spir, qui affichait une dette de 130 millions dâ€™euros en juin 2010, a donc opt•e, le 22 septembre 2010, pour la revente de sa peñ•p•te, ses 50 % dans leboncoin.fr, ceñ•deñ•s à• Schibsted pour 200 millions dâ€™euros. Avec plus de 10 millions de visiteurs uniques mensuels, le boncoin.fr compte parmi les dix plus importants sites francï§ais et occupe la premi•re place des sites dâ€™annonces devant eBay. Lanc•e en 2006, il est rentable depuis 2008 et affiche une marge brute dâ€™exploitation de 59 %. Si le prix de vente propos•e par Schibsted est treñ•s comp•titif, il reste que Spir sâ€™est ainsi señ•par•e de lâ€™une de ses participations les plus strat•giques. Mais le groupe nâ€™a pas pour autant renonc•e à• son deñ•veloppement sur Internet : lâ€™opeñ•ration sâ€™est traduite eût•galement par le rachat par Spir, pour 60 millions dâ€™euros, des 50 % de la soci•teñ• Car & Boat Media deñ•tenue à• parit•e avec Schibsted. En abandonnant leboncoin.fr avec un gain qui se monte en deñ•finitive à• 140 millions dâ€™euros, Spir reñ•cup•e la totalit•e du capital de la soci•teñ• qui eñ•dite les sites lacentrale.fr et

caradisiac.fr, leaders en France sur le marché des annonces automobiles. Les deux sites ont réalisé en 2009 un chiffre d'affaires de 38 millions d'euros et dégagé un excédent brut d'exploitation de 11 millions d'euros.

Le développement d'Ouest France passe également par celui de sa filiale PubliHebdos qui s'est imposée dans le secteur de la presse hebdomadaire régionale depuis le rachat en 2007 des quinze titres détenus par GHM en Normandie. En s'emparant du *Courrier du Leionet* du *Progrès de Cornouaille* en mai 2010, PubliHebdos a encore élargi son périmètre et couvre désormais seize départements, de la Bretagne à la Normandie, avec plus de 60 titres. La filiale, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 73,8 millions d'euros en 2010, vise désormais le secteur de la presse gratuite pour capter la publicité locale et il a lancé, en décembre 2010, deux hebdomadaires gratuits en Normandie *Col, tel. Caenet* *Le Havre infos*.

Centre France – La Montagne s'impose comme un nouveau géant de la PQR

A l'évidence, les groupes de PQR qui n'ont pas joué la carte de la presse gratuite d'annonces pour contrôler l'ensemble du marché publicitaire local sont ceux qui s'en sortent le mieux. Hormis le cas particulier du *Crédit Mutuel*, le groupe Centre France-La Montagne réalise lui aussi des opérations de consolidation en profitant de la faiblesse des titres qui entrent dans sa zone géographique d'influence. Après s'être emparé de *Yonne Republicaine* en 2008 (voir le n°8 de *La revue européenne des médias* automne 2008) et être entré au capital de la Nouvelle République du Centre Ouest (NRCO) en 2009 (voir le n°12 de *La revue européenne des médias* automne 2009), le groupe Centre France-La Montagne a pris le contrôle de *La République du Centre* en mars 2010. Centre France-La Montagne détenait déjà depuis 2007 35 % de la Soparep, l'entité qui contrôle le quotidien. Lors d'une assemblée générale extraordinaire, le 2 mars 2010, La République du Centre a accepté le rachat par le groupe Centre France-La Montagne des 35 % de capital détenus par les dirigeants du journal, ce qui permet à Centre France-La Montagne de contrôler en tout 70 % du capital de *La République du Centre*. Après trois années de pertes successives, *La République du Centre* déjà associée avec Centre France-La Montagne et la NRCO au sein de la structure Grand Centre, avait en effet besoin d'intégrer un groupe plus grand afin de bénéficier des synergies et des investissements nécessaires à sa relance.

Enfin, le groupe Centre France-La Montagne a profité du souhait d'Amaury de se séparer de ses activités non stratégiques pour lui racheter, le 15 décembre 2010, *Echo Republicain* diffusé en Eure-et-Loire et dans le sud des Yvelines. Le groupe Centre France-La Montagne détient donc désormais un ensemble cohérent de sept titres de presse quotidienne régionale diffusant 422 000 exemplaires et qui s'étend des départements limitrophes de l'Ile-de-France à Clermont-Ferrand (Auvergne, Bourgogne, Limousin, Pays-de-la-Loire). Il s'appuie sur la continuité géographique entre les titres pour développer les synergies et les économies d'échelle. Deux imprimeries ont déjà fermé au profit des rotatives de Clermont-Ferrand (*La Montagne*), celle du *Journal du Centre* et celle du *Berry Republicain*. L'imprimerie du *Populaire du Centre* doit également fermer en 2011. Enfin, pour éviter

une concurrence entre les titres acquis, certaines éditions sont fermées, comme l'édition de La République du Centre en Eure-et-Loir, fermée en mars 2010, pour laisser L'Echo Républicain seul sur ce territoire. Toutes ces mesures, combinées aux acquisitions, devrait permettre au groupe Centre France-La Montagne de réaliser en 2011 un chiffre d'affaires de 220 millions d'euros.

Le groupe Centre France-La Montagne s'impose également dans la presse hebdomadaire régionale où il a racheté en un an quatre hebdomadaires, *Le Régional de Cosne Le Courier du Loiret*, *L'Eclair du Gallois* et *Le Pays Roannais*, ce qui porte sa diffusion à 80 000 exemplaires.

Sources :

- « Spir a perdu en 2009 92,9 millions d'euros », A.F., *Les Echos*, 1^{er} mars 2010.
- « La République du Centre entre dans le giron de Centre France », Christine Berkovicus, *Les Echos*, 3 mars 2010.
- « Un partenaire industriel pour Sud Ouest », interview de Pierre Jeantet, par P.L. et H.P., Buzz Media Orange « *Le Figaro*, 12 mars 2010.
- « Greve à Nice Matin, restructurations au groupe Hersant », Anne Feitz, *Les Echos*, 7 avril 2010.
- « Le endettement d'Hersant bute sur le conflit à Nice Matin », Anne Feitz, *Les Echos*, 29 avril 2010.
- « Presse : PubliHebdos toffe de deux hebdomadaires », S.D.G., *Les Echos*, 28 mai 2010.
- « Le groupe Amaury va vendre L'Echo Républicain à La Montagne », Jean Christophe Feïraud, *Les Echos*, 25 juin 2010.
- « Sud Ouest veut se débarrasser de ses journaux gratuits », Frank Niedercorn, *Les Echos*, 9 juillet 2010.
- « Le groupe Hersant Média dans l'impasse », Sandrine Bajos et Jama Henni, *La Tribune*, 20 juillet 2010.
- « Schibsted rachète le site annonces leboncoin.fr à Spir Communication pour un prix record », Anne Feitz, *Les Echos*, 23 septembre 2010.
- « Spir abandonne leboncoin.fr pour se désemparer », Jamal Henni, *La Tribune*, 29 septembre 2010.
- « Le Crédit Mutuel fait son entrée à l'Est Républicain », Nathalie Silberstein, *Les Echos*, 27 octobre 2010.
- « Sud Ouest solde son aventure dans les gratuits », Frank Niedercorn, *Les Echos*, 2 novembre 2010.
- « Le spectre du dépôt de bilan plane sur la Comareg », Anne Feitz, *Les Echos*, 22 novembre 2010.
- « Hersant met en dépôt de bilan son groupe de presse gratuite Comareg », Anne Feitz, *Les Echos*, 23 novembre 2010.
- « La Comareg mise en redressement judiciaire », Sandrine Bajos, *La Tribune*, 23 novembre 2010.
- « La Comareg se place en dépôt de bilan », Philippe Larroque, *Le Figaro*, 23 novembre 2010.

- « Le Crédit Mutuel s'empare de l'Est Républicain », Philippe Larroque, *Le Figaro*, 26 novembre 2010.
- « L'Est Républicain va se fondre dans l'empire de presse du Crédit Mutuel », Anne Feitz, *Les Echos*, 26 novembre 2010.
- « La recomposition de la presse quotidienne régionale va accélérer », Xavier Ternisien, *Le Monde*, 30 novembre 2010.
- « La Comareg en redressement judiciaire », *Les Echos*, 1er décembre 2010.
- « Ouest France se lance dans les hebdomadaires gratuits », Stanislas du Guerny, *Les Echos*, 13 décembre 2010.
- « Le groupe Sud-Ouest réduit sa dette », *Les Echos*, 31 décembre 2010.
- « Centre France multiplie les acquisitions », Denis Meynard, *Les Echos*, 26 janvier 2011.

Categorie

1. Articles & chroniques

date création

21 décembre 2010

Auteur

alexandrejoux